

Le Dictionnaire du Climat

Un guide pratique sur le changement climatique





Le Dictionnaire du Climat

Un guide pratique sur le changement climatique

L'initiative Climate Promise du PNUD est la principale offre mondiale de soutien aux CDN, couvrant plus de 120 pays et territoires, soit 80 pour cent des pays en développement dans le monde, dont 40 des pays les moins avancés, 28 petits États insulaires en développement et 14 pays grands émetteurs, en vue d'améliorer leurs Contributions Déterminées au niveau National dans le cadre de l'Accord de Paris mondial. Mise en œuvre en collaboration avec un vaste éventail de partenaires, il s'agit de la plus grande offre de soutien au monde pour l'amélioration des engagements climatiques. Pour en savoir plus, rendez-vous sur climatepromise.undp.org/fr et suivez-nous sur [@UNDPClimate](https://twitter.com/UNDPClimate).

Le PNUD est l'organisme chef de file au sein des Nations Unies pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables pour les peuples et la planète. Pour en savoir plus, rendez-vous sur undp.org/fr ou suivez-vous sur [@pnudfr](https://twitter.com/pnudfr).

Avertissement : les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles des Nations Unies, et notamment du PNUD, ni des États membres de l'ONU.

Tous droits réservés : © PNUD 2023, Programme des Nations Unies pour le développement, One United Nations Plaza, New York, NY 10017, États-Unis.

Illustrations : Omer Kavuk

CLIMATE
PROMISE



Government of Iceland
Ministry for Foreign Affairs



+ Principaux donateurs
du PNUD

Table des matières

A

<i>Accord de Paris</i>	6
<i>Adaptation</i>	8
<i>Agriculture régénérative</i>	10
<i>Atténuation</i>	12

B

<i>Boucle de rétroaction</i>	14
------------------------------------	----

C

<i>CCNUCC</i>	16
<i>Connaissances autochtones</i>	18
<i>Contributions Déterminées au niveau National (CDN)</i>	20
<i>COP</i>	22
<i>Crise climatique</i>	24

D

<i>Décarbonation</i>	26
<i>Dépassement climatique</i>	28

E

<i>Écoblanchiment</i>	30
<i>Économie bleue</i>	32
<i>Économie circulaire</i>	34

<i>Élimination du dioxyde de carbone vs captage du dioxyde de carbone</i>	36
<i>Émissions de gaz à effet de serre</i>	38
<i>Emplois verts</i>	40
<i>Empreinte carbone</i>	42
<i>Énergie renouvelable</i>	44
 F	
<i>Financement climatique</i>	46
 G	
<i>GIEC</i>	48
 J	
<i>Justice climatique</i>	50
 M	
<i>Marchés du carbone</i>	52
<i>Météo vs climat</i>	54
 P	
<i>Pertes et préjudices</i>	56
<i>Plans nationaux d'adaptation (PNA)</i>	58
<i>Point de bascule</i>	60
<i>Puits de carbone</i>	62

R

<i>Reboisement vs boisement</i>	64
<i>Réchauffement climatique vs changement climatique</i>	66
<i>REDD+</i>	68
<i>Réensauvagement</i>	70
<i>Résilience</i>	72

S

<i>Sécurité climatique</i>	74
<i>Solutions fondées sur la nature</i>	76
<i>Stratégies à long terme</i>	78

T

<i>Transition juste</i>	80
<i>Transparence</i>	82

Z

<i>Zéro émission nette</i>	84
----------------------------------	----

Avant-propos

La crise climatique est la question emblématique de notre époque. Elle touche tous les pays et toutes les communautés du monde. Dans le même temps, de nombreux termes et concepts relatifs au changement climatique peuvent être compliqués et inaccessibles à un large public.

Nous avons plus que jamais besoin d'informations précises et faciles à comprendre sur le changement climatique.

Au PNUD, nous détenons l'un des portefeuilles climatiques les plus importants au monde et nous avons collaboré avec nos experts pour définir de manière simple 40 termes climatiques fréquemment utilisés. Vous tenez entre vos mains le fruit de ce travail : le Dictionnaire du Climat.

Nous espérons que vous le lirez, le partagerez et l'utiliserez. Grâce à une meilleure compréhension de la crise climatique, nous pourrions renforcer notre action en faveur du climat au niveau mondial.

Cassie Flynn

Directrice mondiale pour
le changement climatique
au PNUD

“

Accord de Paris

/a.kɔv də pa.ʁi/ nom propre



L'Accord de Paris est un traité international juridiquement contraignant qui vise à limiter le réchauffement climatique bien en dessous de 2 °C, de préférence à 1,5 °C, par rapport aux niveaux préindustriels. Il a été adopté par 196 Parties en 2015 lors de la COP21 à Paris et est entré en vigueur en 2016.

L'Accord de Paris est une réalisation historique de la coopération internationale sur le changement climatique, car il s'agit d'un accord contraignant qui impose à toutes les Parties d'intensifier leurs efforts de lutte contre le changement climatique et de s'adapter à ses effets. Il fournit également les instruments permettant aux pays développés d'aider les pays en développement dans leurs efforts d'atténuation et d'adaptation au regard du changement climatique, tout en créant un cadre favorisant la transparence du suivi et la communication des résultats.

“

Adaptation

/a.dap.ta.sjɔ̃/ *nom*



L'adaptation au changement climatique implique des mesures qui contribuent à réduire la vulnérabilité face aux impacts actuels et attendus du changement climatique, tels que les extrêmes météorologiques et leurs dangers, la hausse du niveau de la mer, la perte de biodiversité et l'insécurité alimentaire et hydrique.

Même dans les scénarios très positifs prévoyant une réduction substantielle et rapide des émissions de gaz à effet de serre, le changement climatique continuera à affecter notre monde au cours des prochaines décennies, compte tenu de l'énergie qui est déjà piégée dans le système. En d'autres termes, la limitation de ces impacts et la protection des populations et de la nature doivent passer par une adaptation généralisée.

De nombreuses mesures d'adaptation doivent être prises au niveau local afin que les communautés rurales et les villes assument un rôle majeur dans ce cadre. Parmi ces mesures figurent la plantation de variétés de cultures qui sont plus résistantes aux sécheresses et la pratique de l'agriculture régénérative, l'amélioration des moyens de stockage et de l'utilisation de l'eau, la gestion des terres en vue de réduire les risques de feux de forêt et l'établissement de défenses solides face aux événements météorologiques extrêmes tels que les inondations et les vagues de chaleur.

Toutefois, l'adaptation doit également être assurée aux niveaux national et international. Outre la formulation des politiques requises pour orienter l'adaptation, les gouvernements doivent envisager des mesures à grande échelle telles que le renforcement ou la relocalisation des infrastructures depuis les zones côtières affectées par la hausse du niveau de la mer, la construction d'infrastructures capables de résister à des conditions météorologiques extrêmes, le renforcement des systèmes d'alerte précoce et de l'accès aux informations sur les catastrophes, la mise en place de mécanismes d'assurance spécifiques aux menaces climatiques, et la création de nouveaux dispositifs de protection pour les espèces sauvages et les écosystèmes naturels.

“

Agriculture régénérative

/a.gvi.kyl.tyʋ ʋe.ʒe.ne.ʋa.tiv/ nom



L'agriculture régénérative est une façon de cultiver qui protège la santé des sols et la restaure et, en conséquence, réduit l'utilisation de l'eau, prévient la dégradation des terres et favorise la biodiversité. En réduisant autant que possible le labourage des terres, en pratiquant la rotation des cultures et en utilisant le fumier et le compost animaux, l'agriculture régénérative garantit que le sol stocke davantage de carbone, conserve davantage d'humidité et est en meilleure santé grâce aux communautés fongiques florissantes.

L'agriculture intensive est responsable du tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, utilise 70 pour cent de l'eau douce que nous consommons et entraîne la dégradation des sols par l'utilisation de machinerie lourde, d'engrais chimiques et de pesticides. Elle est également la principale contributrice à la perte de biodiversité. En revanche, l'agriculture régénérative contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à conserver l'eau et à restaurer les terres. Par ailleurs, un sol sain produit plus de nourriture ainsi qu'une meilleure nutrition et a d'autres effets positifs sur les écosystèmes et la biodiversité.

“

Atténuation

/a.te.nyɑ.sjõ/ nom



L'atténuation des effets du changement climatique désigne tout type de mesure prise par les gouvernements, les entreprises et les populations en vue de réduire ou de prévenir les émissions de gaz à effet de serre, ou dans le but d'améliorer les puits de carbone qui permettent d'éliminer ces gaz de l'atmosphère.

Il est possible de réduire ou de prévenir les émissions de gaz à effet de serre en adoptant des sources d'énergie renouvelable telles que l'énergie éolienne et l'énergie solaire, en utilisant l'énergie de manière plus efficace, en établissant des modalités de transport à faibles émissions de carbone, voire à zéro émission, en promouvant des pratiques durables dans l'agriculture et l'utilisation des terres et en modifiant les modèles de production et de consommation ainsi que les comportements alimentaires. Pour parvenir à améliorer les puits de carbone, il s'agira de réhabiliter les forêts, les zones humides et les marais, de préserver la santé des sols et de protéger les écosystèmes terrestres et marins.

Pour mener à bien les mesures d'atténuation, il est essentiel que les pays établissent des environnements favorables au travers de lois, de politiques et d'investissements.

Pour limiter le réchauffement mondial à 1,5 °C – l'objectif critique de l'Accord de Paris –, le monde doit mettre en œuvre des mesures d'atténuation des effets du changement climatique visant à réduire de 45 pour cent les émissions de gaz à effet de serre avant 2030 et à atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici au milieu du siècle.

“

Boucles de rétroaction

/bukl də ve.tʁo.ak.sjɔ̃/ nom



Les boucles de rétroaction climatique se produisent lorsqu'un changement climatique déclenche d'autres changements, dans une réaction en chaîne qui se renforce au fil du temps. En fin de compte, les boucles de rétroaction peuvent déclencher des points de bascule, à partir desquels les changements dans les systèmes climatiques de notre planète deviennent graves et irréversibles.

Actuellement, les scientifiques ont conscience de l'existence de certaines boucles de rétroaction dont les graves effets entraînent le réchauffement climatique. Par exemple, à mesure que la banquise dans l'Arctique fond, une plus grande quantité de chaleur est absorbée par les eaux océaniques plus foncées, ce qui accélère le processus de réchauffement et intensifie la fonte des glaces. De la même manière, lorsque les incendies brûlent les forêts, ils libèrent des gaz à effet de serre, ce qui entraîne davantage de réchauffement et de feux de forêt. Parmi les autres boucles de rétroaction figurent le dégel du pergélisol, le dépérissement des forêts et les infestations d'insectes.

“

CCNUCC

abréviation



La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est un traité environnemental international adopté en 1992 pour lutter contre les perturbations anthropiques dangereuses du système climatique. Il est entré en vigueur en 1994 et bénéficie d'une adhésion quasi universelle, ayant été ratifié par 198 parties. C'est le traité parent de l'Accord de Paris et du Protocole de Kyoto.

Le secrétariat de la CCNUCC est l'entité des Nations Unies chargée d'appuyer la réponse mondiale à la menace constituée par le changement climatique. Le Secrétariat facilite les négociations intergouvernementales sur le changement climatique en organisant entre deux et quatre séances de négociation chaque année, dont la plus importante est la Conférence des Parties (CdP). Il fournit également une expertise technique, contribue à l'analyse et à l'examen de l'information sur les changements climatiques et tient à jour le registre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

“

Connaissances autochtones

/kɔ.nɛ.sãs ɔ.tɔk.tɔn/ nom



Les modes de vie des peuples autochtones sont intrinsèquement faibles en carbone et mettent l'accent sur l'équilibre entre les humains et le monde naturel. Leurs pratiques traditionnelles ont peu d'effet sur l'environnement et y sont sensibles, favorisant des écosystèmes autosuffisants.

Les peuples autochtones ont été parmi les premiers à remarquer les changements climatiques, et leurs connaissances et leurs pratiques les aident à faire face à leurs répercussions et à s'y adapter. Le savoir autochtone, qui est intergénérationnel et communautaire, est une excellente source de solutions climatiques constructives qui sont en mesure de faire progresser l'atténuation, d'améliorer l'adaptation et de développer la résilience. Il peut également compléter les données scientifiques par des informations précises sur le paysage qui sont essentielles à l'évaluation des scénarios de changement climatique.

Les peuples autochtones protègent environ 80 pour cent de la biodiversité restante dans le monde, mais ils continuent d'être largement exclus de la quasi-totalité des processus décisionnels mondiaux sur le changement climatique. Leurs connaissances collectives, leurs judicieuses perspectives et leurs droits sur leurs terres ancestrales, territoires et ressources et leurs modes de vie doivent être reconnus et inclus dans les politiques et les actions climatiques.

“

Contributions Déterminées au niveau National

/kʃ.tʁi.by.sjɑ̃ de.tɛʁ.mi.ne o nivo na.sjɑ̃.nal/ nom



Les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) sont des engagements et des plans d'action en faveur du climat que chaque pays est tenu d'élaborer conformément à l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Les CDN représentent des plans de court à moyen terme qui sont mis à jour tous les cinq ans avec des objectifs plus ambitieux sur le climat.

Les CDN décrivent les priorités en matière d'atténuation et d'adaptation qu'un pays doit chercher à atteindre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, renforcer la résilience et s'adapter au changement climatique, ainsi que les stratégies de financement et les approches de suivi et de vérification.

“

COP

abréviation

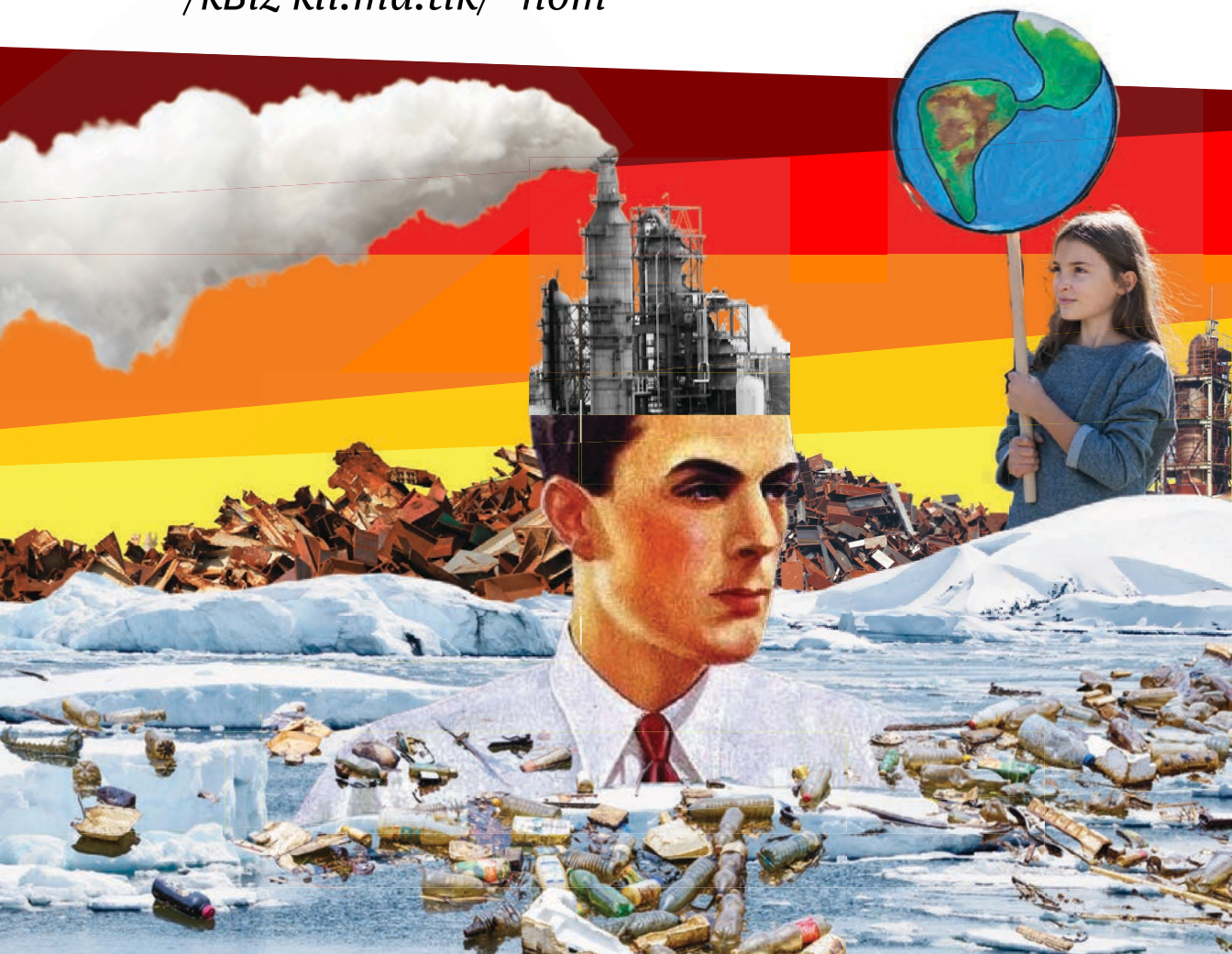


La conférence annuelle des Nations Unies consacrée aux changements climatiques, appelée « Conférence des Parties » ou « COP », est organisée dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) depuis 1995. Lors de la 21e COP, ou COP21, qui a eu lieu en 2015, l'Accord de Paris a été signé.

La conférence réunit maintenant tous les pays qui sont parties à l'Accord de Paris afin d'examiner les prochaines étapes à suivre pour lutter contre le changement climatique et d'établir d'autres accords juridiquement contraignants visant à soutenir l'action climatique.

“
**Crise
climatique**

/kʁiz kli.ma.tik/ nom



La crise climatique fait référence aux graves problèmes qui découlent ou sont susceptibles de découler des changements dans le climat planétaire, notamment des extrêmes météorologiques et leurs dangers, l'acidification des océans et la hausse du niveau de la mer, la perte de biodiversité, l'insécurité alimentaire et hydrique, les risques sanitaires, les bouleversements économiques, les déplacements de populations et même les conflits violents.

Depuis les années 1800, les activités humaines ont provoqué une hausse d'environ 1,2 °C de la température moyenne de la Terre – plus de deux tiers de ce réchauffement survenant depuis 1975. On observe déjà les graves répercussions de cette hausse des températures sur les sociétés humaines et les écosystèmes naturels de nombreuses régions du monde. Plus de 3 milliards de personnes vivent dans des lieux qui sont très vulnérables à la crise climatique et celle-ci a des incidences disproportionnées sur les pays à faible revenu.

Selon les scientifiques, une hausse de plus de 1,5 °C amorcera une série de dangereux points de bascule, sous l'effet desquels de nombreux changements deviendront irréversibles et la civilisation humaine sera sérieusement menacée. C'est pour cette raison que les gouvernements doivent agir sans tarder en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre de façon radicale et de tracer la voie vers l'atteinte de zéro émission nette au cours des prochaines décennies, d'investir dans l'adaptation face aux effets inévitables du changement climatique et de protéger et réhabiliter les écosystèmes naturels et les biomes dont la planète dépend.

“

Décarbonation

/de.kab.bɔ.na.sjɔ̃/ nom



La décarbonation signifie réduire la quantité d'émissions de gaz à effet de serre qu'une société produit et augmenter la quantité absorbée. Cela consiste à changer de nombreux aspects de l'économie, sinon tous, depuis la façon dont l'énergie est produite jusqu'à la manière dont les biens et les services sont produits et livrés, en passant par les méthodes de construction des bâtiments et de gestion des terres.

Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et maintenir la viabilité de l'objectif de rester en dessous d'un réchauffement de 1,5°, les gouvernements et les entreprises doivent rapidement mettre en œuvre la décarbonation d'ici 2030. Une décarbonation significative exige des investissements substantiels dans les infrastructures et les transports à faibles émissions de carbone, dans les sources d'énergie renouvelable, dans l'économie circulaire et l'efficacité des ressources, ainsi que dans la restauration des terres et des sols. Il est également nécessaire de repenser les modèles économiques actuels axés sur la croissance à tout prix.

“

Dépassement climatique

/de.pas.mã kli.ma.tik/ nom

15 **C**



En vertu de l'Accord de Paris, il est attendu des pays qu'ils prennent les mesures nécessaires pour éviter un changement climatique dangereux en limitant le réchauffement de la planète à un niveau nettement inférieur à 2°C et en poursuivant les efforts pour le limiter à 1,5°C. Toutefois, même les meilleurs scénarios indiquent maintenant une forte probabilité de dépassement de ces objectifs, même de manière temporaire. Le dépassement climatique désigne la période pendant laquelle le réchauffement aura été supérieur à 1,5 °C, avant de retomber. Cette période se produira probablement vers le milieu de ce siècle, mais des signes troublants montrent que cela pourrait arriver avant.

Plus le réchauffement climatique durera, plus sa dangerosité s'accroîtra. Une période prolongée de températures plus élevées aura des effets dévastateurs et irréversibles sur les écosystèmes naturels, la biodiversité et les communautés humaines, en particulier dans les zones sèches, les zones côtières et d'autres endroits vulnérables. Réduire considérablement les émissions au cours de cette décennie est d'une importance extrême pour limiter la durée et les effets du dépassement climatique.

“

Écoblanchiment

/e.ko.blã.fi.mã/ nom



Le public exerçant une pression croissante pour faire face à la crise climatique, les entreprises du secteur privé se joignent à la transition vers une économie mondiale à faibles émissions de carbone. Toutefois, leurs efforts peuvent parfois se transformer en un exercice de marketing plutôt qu'en une action réelle et significative.

L'écoblanchiment désigne les situations dans lesquelles une entreprise formule des affirmations trompeuses au sujet de ses retombées environnementales positives ou de la durabilité de ses produits et services afin de convaincre les consommateurs qu'elle agit sur le changement climatique. Dans certains cas, l'écoblanchiment peut être involontaire, en raison d'une insuffisance des connaissances en matière de questions environnementales. Cependant, il peut aussi être réalisé intentionnellement comme un exercice de marketing et de relations publiques, en exploitant l'appui du public aux politiques environnementales à des fins de profit.

L'écoblanchiment peut nuire à la confiance du public à l'égard de la durabilité et permettre que les effets environnementaux négatifs se poursuivent sans répit.

“
**Économie
bleue**

/e.kɔ.nɔ.mi blø/ nom



Les océans du monde, leur température, leur chimie, leurs courants et leur vie, sont le facteur déterminant des systèmes mondiaux qui rendent la Terre habitable pour l'humanité. Notre eau de pluie, notre eau potable, la météo, le climat, le littoral, une grande partie de notre nourriture, nos médicaments et même l'oxygène dans l'air que nous respirons, sont tous fournis et régulés par les mers. Cependant, à cause du changement climatique, la santé de nos océans est désormais menacée.

Le concept d'« économie bleue » vise à promouvoir le développement économique, l'inclusion sociale et la préservation ou l'amélioration des moyens d'existence tout en assurant la durabilité environnementale des océans et des zones côtières.

L'économie bleue comporte diverses composantes, notamment des industries maritimes traditionnelles établies comme la pêche, le tourisme et le transport maritime, mais également des activités nouvelles et émergentes, telles que l'énergie renouvelable au large des côtes, l'aquaculture, les activités d'extraction des fonds marins et la biotechnologie marine.

“ Économie circulaire

/e.kɔ.nɔ.mi siʁ.ky.lɛʁ/ nom



L'économie circulaire se rapporte à des modèles de production et de consommation qui permettent de minimiser les déchets, de réduire la pollution, de promouvoir des utilisations durables des ressources naturelles, et de contribuer ainsi à régénérer la nature.

Les approches relatives à l'économie circulaire sont largement répandues. Il est possible de les appliquer dans un certain nombre de secteurs, depuis les textiles jusqu'aux bâtiments et la construction, ainsi qu'à diverses étapes du cycle de vie d'un produit, notamment sa conception, sa fabrication, sa distribution et sa mise au rebut.

Outre leur contribution à la résolution du problème de pollution, les approches relatives à l'économie circulaire peuvent jouer un rôle majeur pour surmonter d'autres défis complexes tels que le changement climatique et la perte de biodiversité. Elles peuvent aider les pays à accélérer leur transition vers des économies plus résilientes et plus faibles en carbone tout en créant également de nouveaux emplois verts.

Actuellement, seulement 7,2 pour cent des matériaux usagés sont recyclés dans nos économies une fois qu'ils ont été utilisés. Par conséquent, nous avons actuellement besoin d'environ 1,7 Terre pour répondre à toutes les demandes de ressources de la planète.

“

Élimination du dioxyde de carbone vs captage du dioxyde de carbone

/e.li.mi.na.sj5 dy djɔk.sid də kaʁ.bɔn/ nom

/kaptaz dy djɔk.sid də kaʁ.bɔn/ nom



L'élimination du dioxyde de carbone consiste à éliminer les émissions de gaz à effet de serre de l'atmosphère, par le biais de solutions naturelles, telles que le reboisement et la gestion des sols, ou de solutions techniques – par exemple, un captage direct de l'air et une minéralisation améliorée. L'élimination du carbone ne vise pas à remplacer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais elle peut ralentir le changement climatique et elle est nécessaire pour réduire toute période au cours de laquelle nous dépassons temporairement nos cibles climatiques.

Le captage et le stockage du carbone consistent à piéger le carbone émis par les centrales à combustibles fossiles ou d'autres processus industriels avant qu'il ne puisse pénétrer dans notre atmosphère, en le stockant profondément sous terre. Le captage et le stockage du carbone ne doivent pas être considérés comme une alternative à la transition vers les énergies vertes, mais ils ont été proposés en vue de réduire les émissions des secteurs qui sont difficiles à décarboner, en particulier les industries lourdes telles que celles du ciment, de l'acier et des produits chimiques.

Toutefois, ces technologies n'en sont qu'à leurs débuts et nécessiteront des politiques soigneusement élaborées. La réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre doit rester la priorité absolue pour lutter contre la crise climatique.

“

Émissions de gaz à effet de serre

/e.mi.sjõ dɑ ga.z_ɑ e.fε dɑ sεB/ nom



Les gaz à effet de serre sont des gaz qui emmagasinent la chaleur du soleil dans l'atmosphère de notre planète, ce qui en maintient le réchauffement. Depuis le début de l'ère industrielle, les activités humaines ont provoqué l'émission de dangereux niveaux de gaz à effet de serre, qui sont responsables du réchauffement mondial et du changement climatique.

Les principaux gaz à effet de serre émis par les activités humaines sont le dioxyde de carbone, le méthane et l'oxyde nitreux, ainsi que les gaz fluorés que l'on utilise à des fins de refroidissement et de réfrigération. Le dioxyde de carbone est le principal gaz à effet de serre découlant des activités humaines, en particulier la combustion de combustibles fossiles, la déforestation et les changements dans l'utilisation des terres. Notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles a augmenté de 50 pour cent la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère au cours des 200 dernières années. Le méthane est un autre gaz à effet de serre important, qui est responsable de 25 pour cent du réchauffement mondial. Ce gaz est émis lors de l'extraction et du transport de charbon, de gaz et de pétrole, ainsi qu'au niveau des décharges et dans le cadre des pratiques agricoles.

Pour empêcher que le changement climatique n'atteigne des proportions catastrophiques, les gouvernements du monde entier doivent œuvrer de concert afin d'assurer, dès maintenant et au cours des prochaines décennies, une réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre et de maintenir le réchauffement climatique en deçà du seuil dangereux de 1,5 °C.

“

Emplois verts

/ɑ̃.plwa vɛʁ/ nom



Les emplois verts sont des emplois décents qui contribuent à protéger et à restaurer l'environnement et à lutter contre le changement climatique. Les emplois verts se trouvent à la fois dans la production de produits et de services verts, tels que les énergies renouvelables, et dans les processus écologiques, tels que le recyclage. Les emplois verts aident à améliorer l'efficacité énergétique et l'efficacité des matières premières, à limiter les émissions de gaz à effet de serre, à réduire les déchets et la pollution, à protéger et à restaurer les écosystèmes, et à soutenir l'adaptation aux effets du changement climatique.

Au fur et à mesure de l'expansion du marché des emplois verts, les pays doivent s'assurer que la main-d'œuvre est équipée des compétences et de l'éducation spécifiques nécessaires pour les exercer. Cet objectif peut être atteint en investissant dans la formation des jeunes à de futurs emplois verts et en recyclant les travailleurs des industries à forte intensité de carbone. Ce dernier élément est essentiel pour garantir que les pays poursuivent une transition juste et que personne ne soit laissé pour compte.

“

Empreinte carbone

/ã.pvĕt kav.bɔn/ nom



L’empreinte carbone est une mesure des émissions de gaz à effet de serre rejetées dans l’atmosphère par une personne, une organisation, un produit ou une activité. Une plus grande empreinte carbone signifie davantage d’émissions de dioxyde de carbone et de méthane, et donc une plus grande contribution à la crise climatique.

Mesurer l’empreinte carbone d’une personne ou d’une organisation consiste en l’examen des émissions directes résultant de la combustion de combustibles fossiles pour la production d’énergie, le chauffage et les déplacements terrestres et aériens, ainsi que des émissions indirectes résultant de la production et de l’élimination de tous les aliments, les biens manufacturés et les services qu’elles consomment.

Les empreintes carbone peuvent être réduites en passant à des sources d’énergie à faibles émissions de carbone telles que l’énergie éolienne et solaire, en améliorant l’efficacité énergétique, en renforçant les politiques et les réglementations de l’industrie, en changeant les habitudes d’achat et de déplacement et en réduisant la consommation de viande et les déchets alimentaire.

“
**Énergie
renouvelable**

/e.nɛʁ.ʒi ʁə.nu.v.labl/ nom



L'énergie renouvelable est une énergie dérivée de sources naturelles qui sont constamment réapprovisionnées, telles que le vent, la lumière du soleil, le flux de l'eau et la chaleur géothermique. Contrairement à l'énergie produite à partir de combustibles fossiles tels que le charbon, le pétrole et le gaz, qui représentent 75 pour cent des émissions nocives de gaz à effet de serre entraînant le changement climatique, l'énergie produite à partir de sources renouvelables est bon marché, propre, durable et génère plus d'emplois.

La transition des combustibles fossiles aux énergies renouvelables dans tous les secteurs – l'énergie, le chauffage et le refroidissement, le transport et l'industrie – est essentielle pour faire face à la crise climatique. Pour rester en dessous de 1,5 °C du réchauffement de la planète, le monde doit éliminer immédiatement l'utilisation des combustibles fossiles et subir une profonde transformation du système énergétique par l'électrification rapide et l'approvisionnement en énergie à partir de sources renouvelables.

En 2022, les sources renouvelables ont fourni 29 pour cent de l'électricité mondiale. Avec des investissements judicieux, l'électricité produite à partir de sources renouvelables pourrait fournir 65 pour cent de l'approvisionnement mondial total en électricité d'ici 2030.

“

Financement climatique

/fi.nãs.mã kli.ma.tik/ nom



Le financement climatique désigne les ressources financières et les instruments qui sont utilisés pour soutenir l'action engagée contre le changement climatique. Le financement climatique est essentiel pour lutter contre le changement climatique en raison des investissements à grande échelle qui sont nécessaires pour assurer la transition vers une économie mondiale à faibles émissions de carbone et pour aider les sociétés à renforcer leur résilience et à s'adapter aux effets du changement climatique.

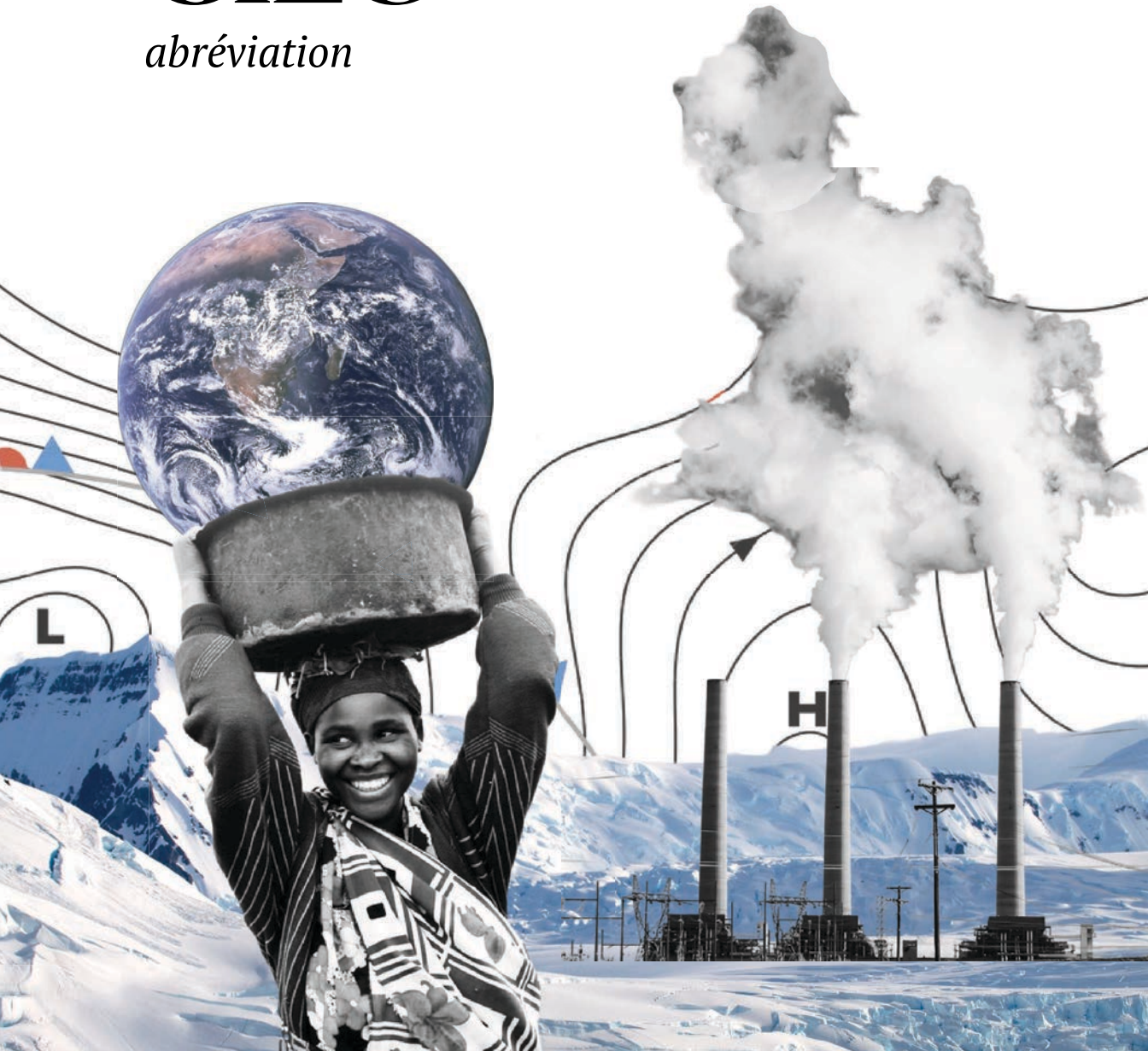
Le financement climatique peut provenir de différentes sources, publiques ou privées, nationales ou internationales, bilatérales ou multilatérales. Il peut recourir à différents instruments tels que les subventions et les dons, les obligations vertes, les échanges de dette, les garanties et les prêts assortis de conditions de faveur. Il peut également être utilisé pour différentes activités, y compris l'atténuation, l'adaptation et le renforcement de la résilience.

Parmi les fonds multilatéraux auxquels les pays peuvent accéder figurent le Fonds vert pour le climat (FVC), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds pour l'adaptation (FA). Les pays à revenu élevé ayant historiquement contribué de façon importante au changement climatique se sont engagés à verser 100 milliards de dollars chaque année pour financer l'action climatique dans les pays à faible revenu. Toutefois, cet objectif n'a pas encore été atteint et davantage de financement est exigé pour les interventions d'atténuation et d'adaptation.

“

GIEC

abréviation



Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est un organisme indépendant fondé sous les auspices de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le rôle principal du GIEC est d'évaluer la littérature scientifique et ses conclusions sur le changement climatique et également de mettre des informations scientifiques essentielles et des recommandations fondées sur des preuves à la disposition des décideurs et du grand public. Il est largement reconnu comme étant la source d'information la plus crédible en ce qui concerne les aspects scientifiques du changement climatique et l'analyse complexe de ses effets, des risques associés et des possibilités d'adaptation et d'atténuation.

“

Justice climatique

/ʒys.tis kli.ma.tik/ nom



La justice climatique signifie placer l'équité et les droits humains au cœur de la prise de décisions et de l'action en matière de changement climatique.

L'un des aspects de la justice climatique est lié à la responsabilité historique inégale que les pays portent par rapport à la crise climatique. Le concept suggère que les pays, les industries et les entreprises qui se sont enrichis grâce aux activités ayant émis le plus de gaz à effet de serre ont la responsabilité d'aider à atténuer les effets du changement climatique sur les personnes affectées, en particulier dans les pays et communautés les plus vulnérables, qui sont souvent ceux et celles qui ont le moins contribué à la crise.

Même à l'intérieur d'un même pays, en raison des inégalités structurelles fondées sur la race, l'origine ethnique, le genre et le statut socioéconomique, les responsabilités dans la lutte contre le changement climatique doivent être réparties équitablement, la plus grande responsabilité reposant sur ceux qui ont le plus contribué à la crise et qui en ont profité le plus.

Un autre aspect de la justice climatique est celui qui est intergénérationnel. Les enfants et les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas contribué de façon significative à la crise climatique, mais ils subiront de plein fouet les effets du changement climatique à mesure qu'ils avancent dans leur vie. Parce que leurs droits humains sont menacés par les décisions des générations précédentes, ils doivent jouer un rôle central dans toutes les décisions et actions climatiques.

“

Marchés du carbone

/тав.ʃe dy kav.bɔn/ ном



Les marchés du carbone sont des systèmes d'échange qui offrent des incitations financières en faveur d'activités visant à réduire ou à éliminer les émissions de gaz à effet de serre. Dans le cadre de ces systèmes, les émissions sont quantifiées sous forme de crédits carbone qu'il est possible d'acheter et de vendre. Un crédit carbone échangeable représente une tonne de dioxyde de carbone, ou la quantité équivalente d'un autre gaz à effet de serre, qu'il a été possible de réduire, de séquestrer ou d'éviter.

Les crédits carbone peuvent être achetés par des pays, dans le cadre de la stratégie de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), par des entreprises poursuivant des cibles de durabilité et par des particuliers qui souhaitent compenser leur empreinte carbone.

La fourniture de crédits carbone provient d'entités privées ou de gouvernements qui élaborent des programmes de réduction ou d'élimination des émissions. Ces programmes sont certifiés par un tiers et enregistrés dans le cadre d'une norme sur les marchés du carbone.

Pour assurer la réussite des marchés du carbone, les pays doivent œuvrer de concert afin d'assurer une comptabilisation efficace du carbone, de garantir la transparence des transactions sur les marchés du carbone, de mettre en œuvre des protections contre les violations des droits de l'homme et d'autres impacts sociétaux préjudiciables et de lutter contre le blanchiment écologique et les déclarations trompeuses de produits et services en termes de neutralité carbone.

“

Météo vs climat

/me.te.o / nom /'kli.ma/ nom



Les conditions météorologiques (ou la météo) désignent les conditions atmosphériques à un moment donné dans un endroit particulier, notamment la température, l'humidité, les précipitations, la nébulosité, le vent et la visibilité. Les conditions météorologiques ne surviennent pas isolément, elles ont un effet d'entraînement. Les conditions météorologiques qui existent dans une région finissent par affecter le temps qu'il fait à des centaines ou des milliers de kilomètres.

Le climat est la moyenne des conditions météorologiques dans une région donnée sur une période plus longue, habituellement de 30 ans ou plus, qui représente l'état général du système climatique. L'activité humaine à l'ère industrielle, et particulièrement au cours du siècle dernier, modifie sensiblement le climat de notre planète en libérant des gaz à effet de serre nocifs.

“

Pertes et préjudices

/pɛʁt e pʁe.ʒy.dis/ nom



Il n'y a pas de définition convenue des « pertes et préjudices » dans les négociations internationales sur le climat. Toutefois, le terme peut faire référence aux effets inévitables du changement climatique qui se produisent malgré des mesures d'atténuation et d'adaptation ou en leur absence. Il est important de souligner qu'il y a des limites à ce que l'adaptation peut accomplir : lorsque les points de bascule sont franchis, les effets du changement climatique peuvent devenir inévitables.

Les pertes et préjudices peuvent être économiques et non économiques. Les pertes et préjudices économiques peuvent comprendre les coûts de reconstruction des infrastructures endommagées à plusieurs reprises par des cyclones ou des inondations, ou la perte de terres côtières (et d'habitations et d'entreprises) due à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion côtière.

Les pertes et préjudices non économiques incluent les effets négatifs auxquels il peut être difficile d'attribuer une valeur monétaire. Il peut s'agir de traumatismes causés par des extrêmes météorologiques et leurs dangers, de pertes humaines, du déplacement de communautés, de la perte d'histoire et de culture ou de la perte de biodiversité.

“

Plans Nationaux d'Adaptation

/plã na.sjɔ.no d_a.dap.ta.sjõ/ nom



Les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) aident les pays à planifier et à mettre en œuvre des mesures visant à réduire la vulnérabilité aux effets du changement climatique et à renforcer la capacité d'adaptation et la résilience. Les PNA sont liés aux Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et à d'autres politiques et programmes nationaux et sectoriels.

Pour que les PNA réussissent, ils doivent être participatifs, inclusifs, sensibles au genre et transparents. Cela signifie qu'au stade de la conception, les PNA doivent évaluer les besoins spécifiques et les vulnérabilités des différents groupes du pays, accorder une attention particulière aux personnes les plus vulnérables aux effets du changement climatique et les impliquer dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de programmes.

“

Point de bascule

/pwɛ̃ də bas.kyl/ nom



Un point de bascule est un seuil au-delà duquel certaines transformations dues au réchauffement mondial et au changement climatique deviennent irréversibles, même si les interventions futures parviennent à réduire la moyenne des températures mondiales. Ces changements peuvent avoir des répercussions brutales et dangereuses, avec de graves implications pour l'avenir de l'humanité et de notre planète.

Plus le monde se réchauffe, plus la probabilité qu'un certain nombre de points de bascule se concrétise est élevée. L'un de ces points de bascule est l'effondrement des calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique occidental, qui entraînerait une hausse substantielle du niveau de la mer et menacerait les communautés et les écosystèmes côtiers. Un autre est la fonte du pergélisol dans les toundras, qui libérera les énormes quantités de gaz à effet de serre piégé et, ainsi, accélérera le réchauffement mondial et le changement climatique. Le blanchiment à grande échelle du corail et la destruction des forêts pluviales sont deux autres points de bascule majeurs qui auront de profondes répercussions, tant sur la biodiversité que sur les sociétés humaines.

“

Puits de carbone

/pɥi də kaʁ.bɔ̃n/ *nom*



Un puits de carbone est un processus, une activité ou un mécanisme qui absorbe plus de dioxyde de carbone depuis l'atmosphère qu'il ou elle n'en émet. Les forêts, les océans et les sols sont les plus vastes puits de carbone naturels au monde.

Les océans absorbent le dioxyde de carbone depuis de l'atmosphère par le biais des écosystèmes marins et de la vie végétale et animale qu'ils abritent. Le carbone séquestré dans les écosystèmes marins est généralement appelé le « carbone bleu ». Les autres principaux puits de carbone naturels de la planète sont les forêts et les sols, qui stockent le carbone dans les arbres et la végétation, les zones humides et les tourbières, ainsi que dans les litières végétales.

De nos jours, la quantité de carbone émise dans l'atmosphère par les activités humaines telles que la combustion de combustibles fossiles et la déforestation est supérieure à ce que les puits de carbone naturels de la Terre peuvent absorber, ce qui se traduit par un réchauffement mondial et un dérèglement climatique. Les activités humaines et le changement climatique entraînent également une dégradation de ces puits de carbone naturels, menaçant de rejeter dans l'atmosphère le carbone qu'ils renferment. En conséquence, la protection des puits de carbone et l'expansion de leur capacité à absorber le carbone et à le stocker à long terme constituent une stratégie clé en matière de lutte contre le changement climatique et de stabilisation du climat.

“

Reboisement vs boisement

/ʁə.bwaz.mã/ nom

/bwa.zmã/ nom



Les forêts offrent des avantages considérables en éliminant le dioxyde de carbone et les polluants de l'atmosphère, en prévenant l'érosion des sols, en filtrant l'eau et en hébergeant la moitié des espèces terrestres d'animaux, de plantes et d'insectes. Le reboisement et le boisement sont deux des solutions naturelles les plus efficaces pour lutter contre le changement climatique et limiter ses effets.

Le reboisement est le processus consistant à replanter des arbres dans des zones où le couvert arboré était récent, mais où des forêts ont été perdues en raison de feux de forêt, de périodes de sécheresse, de maladies ou d'activités humaines telles que le défrichage agricole. Le boisement est le processus de plantation d'arbres dans des zones qui n'ont pas été boisées dans l'histoire récente. Le boisement aide à restaurer les terres agricoles abandonnées et dégradées, à prévenir la désertification, à créer des puits de carbone et à générer de nouvelles opportunités économiques pour les communautés locales.

“

Réchauffement climatique vs changement climatique

/ʁe.sof.mã kli.ma.tik / nom

/'ʃãz.mã kli.ma.tik/ nom



Le réchauffement climatique est une hausse de la température moyenne de la surface terrestre qui se produit lorsque la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère augmente. Ces gaz absorbent davantage de rayonnement solaire et retiennent davantage de chaleur, ce qui a pour conséquence que la planète se réchauffe. Brûler des combustibles fossiles, abattre des forêts et pratiquer l'élevage sont des activités humaines qui libèrent des gaz à effet de serre et contribuent au réchauffement climatique.

Le changement climatique désigne les transformations à long terme du climat de la Terre qui réchauffent l'atmosphère, les océans et les terres. Le changement climatique affecte l'équilibre des écosystèmes qui soutiennent la vie et la biodiversité, et a un impact sur la santé. Il provoque également des phénomènes météorologiques plus extrêmes, tels que des ouragans, des inondations, des vagues de chaleur et des sécheresses plus intenses et/ou plus fréquentes, et entraîne une élévation du niveau de la mer et une érosion côtière en raison du réchauffement des océans, de la fonte des glaciers et de la disparition des nappes glaciaires.

“

REDD+

abréviation



La conservation et la restauration des forêts peuvent fournir plus du quart des réductions d'émissions de gaz à effet de serre nécessaires pour éviter les effets les plus néfastes du changement climatique. REDD+ est un cadre convenu par les pays engagés dans les négociations internationales sur le climat qui vise à freiner le changement climatique en réduisant la déforestation et la dégradation des forêts, ainsi qu'à gérer et conserver durablement les forêts dans les pays en développement.

REDD signifie la « Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts ». Le « + » désigne le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'amélioration des stocks de carbone forestier.

“

Réensauvagement

/ʁe.ã.so.vaʒ.mã/ nom



Le réensauvagement est la restauration massive des écosystèmes endommagés par l'activité humaine. Plus que la conservation, qui est centrée sur la sauvegarde d'espèces spécifiques grâce à une intervention humaine dédiée, le reboisement consiste à réserver de grandes zones pour que le monde naturel se régénère selon ses propres modalités. Cela nécessite parfois la réintroduction d'espèces essentielles qui ont peu à peu disparu dans une région particulière, telles que les castors, les loups ou les grands herbivores, qui contribuent à façonner des écosystèmes entiers.

Le réensauvagement peut aider à lutter contre le changement climatique en éliminant plus de dioxyde de carbone de l'atmosphère grâce à des processus naturels sains tels que la régénération naturelle des forêts. Il aide également à prévenir l'extinction des espèces en créant des habitats à haute valeur naturelle qui permettent aux espèces sauvages de s'adapter aux changements climatiques et migrer à mesure que le réchauffement s'intensifie.

“

Résilience

/ʁe.zi.li.jãs/ nom



La résilience climatique est la capacité d'une communauté ou d'un environnement à anticiper et gérer les impacts climatiques, à minimiser leurs effets et à se relever et se transformer selon les besoins après le choc initial.

Pour mieux protéger le bien-être sociétal, les activités économiques et l'environnement, les populations, les communautés et les gouvernements doivent être prêts à faire face aux impacts inévitables du changement climatique. Il peut s'agir de former les personnes afin qu'elles acquièrent de nouvelles compétences et qu'elles puissent diversifier les sources de revenus de leur foyer, de développer des capacités d'intervention et de relèvement plus solides, d'améliorer les informations climatiques et les systèmes d'alerte précoces ainsi que de travailler à la planification à long terme, entre autres mesures.

Au final, une société véritablement résiliente au changement climatique est une société à faibles émissions de carbone, car une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre est la meilleure manière de limiter la gravité des impacts climatiques à l'avenir. C'est également une société qui s'appuie sur l'équité et la justice climatique et qui aide en priorité les populations et les communautés les plus exposées aux effets du changement climatique ou qui sont les moins à même d'y faire face.

“

Sécurité climatique

/se.ky.bi.te kli.ma.tik/ nom



Le changement climatique peut exacerber l'insécurité alimentaire, hydrique et des moyens d'existence, avec des effets en cascade tels que les déplacements et les migrations et une concurrence accrue pour les ressources naturelles, toutes des situations comportant des conséquences susceptibles d'entraîner une aggravation des tensions et de l'instabilité dans un pays ou une région.

En outre, les effets du changement climatique peuvent aggraver ou prolonger les conflits violents existants et rendre plus difficiles la mise en œuvre de l'action climatique et l'établissement de la paix et de son maintien.

La sécurité climatique désigne l'évaluation, la gestion et la réduction des risques pour la paix et la stabilité engendrés par la crise climatique. Cela signifie veiller à ce que l'action visant à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter aille au-delà du simple fait de ne pas porter préjudice au climat et contribue positivement à la paix et à la stabilité. Cela signifie également que la prévention des conflits et les interventions de consolidation de la paix tiennent compte des effets du changement climatique. Les solutions techniques à l'action climatique et à l'adaptation peuvent constituer des opportunités permettant de bâtir la paix et de réparer le tissu social, en particulier dans les pays touchés par les conflits et la fragilité.

L'action climatique peut aider à atténuer les facteurs sous-tendant les conflits et les fragilités. Par exemple, l'accès à l'énergie renouvelable peut favoriser l'accès à l'eau propre, à la lumière, à la chaleur et aux moyens de subsistance, ainsi qu'aux services de base et d'urgence. L'action climatique donne également une impulsion au développement économique local, tout en mettant les pays sur la voie du développement durable vers le redressement.

“

Solutions fondées sur la nature

/sɔ.ly.sjɔ̃ fɔ̃.de syʁ la na.tyʁ/ nom



Les solutions fondées sur la nature sont des mesures qui visent à protéger, conserver et réhabiliter les écosystèmes ainsi qu'à en assurer une utilisation et une gestion durables, afin d'appuyer les efforts d'adaptation aux effets du changement climatique et d'atténuation à ces effets, de préserver la biodiversité et de promouvoir des moyens d'existence durables. Ces mesures privilégient l'importance des écosystèmes et de la biodiversité et elles sont élaborées et mises en œuvre avec l'entière participation et le plein consentement des communautés locales et des peuples autochtones, qui détiennent des connaissances intergénérationnelles en faveur de la protection de la nature.

Les solutions fondées sur la nature sont mises à profit de diverses manières dans l'ensemble des écosystèmes terrestres, d'eau douce, côtiers et marins. La réhabilitation des zones humides protège les communautés contre les inondations et la conservation des mangroves préserve les sources de nourriture et minimise l'impact des tempêtes. Les forêts absorbent le dioxyde de carbone, favorisent l'épanouissement de la biodiversité, renforcent la sécurité hydrique et préviennent les glissements de terrain, tandis que les parcs et jardins urbains contribuent à refroidir les villes et à limiter l'incidence des vagues de chaleur. Les pratiques d'agriculture régénérative permettent d'augmenter la quantité de carbone piégée dans les sols et de rétablir la santé et la productivité des terres.

Les solutions fondées sur la nature sont perçues comme offrant des avantages tant pour les populations que pour la nature, car elles permettent de résoudre une multitude de problèmes en une seule fois. Elles peuvent créer des emplois, offrir des opportunités nouvelles et plus résilientes en termes de moyens d'existence, et accroître les revenus tout en protégeant également la planète et en luttant contre le changement climatique.

“

Stratégies à long terme

/stʁa.te.zi a lɔ̃ tɛʁm/ nom



Dans le cadre de l'Accord de Paris, les pays sont conviés à communiquer des stratégies à long terme de réduction des émissions qui prévoient une transformation de l'ensemble de la société sur plusieurs décennies, généralement jusqu'en 2050. Les documents de ces stratégies à long terme correspondent aux objectifs à long terme consistant à limiter le réchauffement mondial et à atteindre zéro émission nette d'ici à 2050.

Les stratégies à long terme offrent une vision à long terme qui confère une cohérence et une direction aux engagements climatiques nationaux à court terme tels que les CDN. Elles orientent les pays dans la poursuite d'un développement à faibles émissions de carbone et empêchent la réalisation d'investissements à forte intensité de combustibles fossiles, faisant ainsi valoir les avantages socioéconomiques de la transition verte. Elles stimulent l'innovation et peuvent contribuer à promouvoir les investissements dans des solutions faibles en carbone et des infrastructures durables. De plus, elles aident à faciliter et promouvoir des transitions justes et équitables pour les populations les plus fortement touchées, en veillant à ce que les solutions climatiques soient équitables et inclusives.

La stratégie à long terme que les pays communiquent officiellement à la CCNUCC s'appelle une « stratégie de développement à long terme et à faibles émissions de gaz à effet de serre » (LT-LEDS).

“

Transition juste

/tʁã.zi.sjɔ̃ ʒyst/ nom



Dans le contexte du changement climatique, la transition vers une économie à faible émission ou à zéro émission nette de carbone exige une transformation massive de nos systèmes économiques. Une telle transformation risque d'accroître encore les inégalités sociales, l'exclusion et les troubles civils et de rendre les entreprises, les secteurs d'activité et les marchés moins concurrentiels.

Au fur et à mesure que les pays s'efforcent d'atteindre leurs objectifs climatiques, il est essentiel qu'ils veillent à incorporer l'apport et la participation de la société tout entière, de toutes les communautés, de tous les travailleurs et de tous les groupes sociaux au changement structurel qui se produit.

Assurer une transition juste signifie que les pays choisissent de verdir leur économie à travers des voies et des approches de transition qui renforcent l'égalité et l'inclusion. Cela signifie qu'il est nécessaire d'examiner les répercussions de la transition sur différents groupes de travailleurs à l'échelle de l'économie et d'offrir des opportunités de formation et de requalification des travailleurs favorisant le travail décent, et afin que personne ne soit laissé pour compte.

“

Transparence

/tʁã̃s.pa.ʁãs/ nom



En vertu de l'Accord de Paris, les pays doivent régulièrement rendre compte de la mise en œuvre de leurs Contributions Déterminées au niveau National. Il est crucial que ces rapports soient produits dans la transparence afin de permettre à la communauté mondiale d'évaluer avec précision les progrès collectifs réalisés et d'instaurer la confiance sur le fait que chacun joue son rôle.

Des rapports transparents permettent aux gouvernements et aux organismes internationaux d'avoir accès à des données fiables et de prendre des décisions fondées sur des données probantes. Ils améliorent également notre compréhension scientifique du changement climatique et des mesures et politiques nécessaires pour les atténuer et s'adapter à leurs effets. En fin de compte, la transparence est essentielle pour libérer le plein potentiel de l'Accord de Paris, en promouvant la confiance, la collaboration et le transfert des connaissances et en encourageant plus d'ambition pour les objectifs climatiques.

“

Zéro émission nette

/ze.ʁo e.mi.sjɔ̃ net/ nom



Pour atteindre zéro émission nette, il est nécessaire de veiller à ce que les émissions de dioxyde de carbone provenant de l'activité humaine soient équilibrées par les efforts humains pour éliminer les émissions de dioxyde de carbone (par exemple, en créant des puits de carbone pour absorber le dioxyde de carbone), ce qui met fin à l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

La transition vers zéro émission nette exige une transformation complète de nos systèmes d'énergie, de transport, de production et de consommation. Cela est nécessaire pour éviter les pires conséquences du changement climatique.

Pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C, les gouvernements du monde entier doivent veiller à ce que la totalité des émissions de gaz à effet de serre culminent avant 2025 et atteindre zéro émission nette dans la deuxième moitié de ce siècle. Le GIEC a recommandé de réduire les émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale de 45 pour cent avant 2030 (par rapport aux niveaux de 2010) et d'atteindre zéro émission nette au début des années 2050.

Aidez-nous à faire passer le message !
Lisez et partagez la version en ligne du
Dictionnaire du Climat.





Programme des Nations Unies pour le développement
1 United Nations Plaza, New York, NY 10017

www.undp.org/fr
[@pnudfr](https://twitter.com/pnudfr)
climatepromise.undp.org/fr
[@UNDPClimate](https://twitter.com/UNDPClimate)